

Crise du Covid-19: la voix aux institutions

L'étude de l'OFSP « Crise COVID-19 : analyse de la situation des personnes âgées et des personnes vivant en institution » pointe la nécessité impérieuse d'agir. Les conditions-cadres doivent être revues.

CURAVIVA.CH

INSOS

Curaviva Suisse et Insos Suisse résumant les premiers résultats de l'enquête menée par l'OFSP en ligne entre janvier et février 2021, dont REISO s'était fait le relais. Les responsables d'EMS et d'institution, les membres du personnel et leurs proches ont été sollicités pour s'exprimer au sujet de la crise sanitaire. Résultats ? La situation liée à la pandémie de Covid-19 laisse de nombreuses traces, à différents niveaux.

L'enquête brosse un panorama différencié de l'impact subi par les EMS et par les institutions d'encadrement pendant les deux premières vagues de la pandémie. Les résultats amènent à une compréhension de la gestion du Covid-19 dans le contexte institutionnel. De ces premiers constats émergent avec force un appel à agir.

Plus de souplesse pour la deuxième vague

D'une manière générale, l'étude montre que les directions, le personnel et les proches ont perçu les défis de la crise comme plus importants pendant la première vague que lors de la deuxième.

Au cours du premier épisode, la grande majorité des institutions a appliqué les mesures sanitaires de façon systématique. Port du masque, restriction des cours et des activités, contrôle quotidien des symptômes ont été appliqués au pied la lettre.

Durant la deuxième vague, les institutions ont favorisé des solutions individuelles. Cette souplesse a conduit à mieux répondre au dilemme entre la protection collective et les droits de la personnalité. D'autre part, une distinction plus marquée entre les recommandations destinées aux EMS et celles pour les institutions d'encadrement a été prise en compte.

L'étude met en lumière que les autorités ont quelque peu oublié la situation particulière des enfants, des adolescent-e-s et des personnes en situation de handicap.

Allègement de la charge émotionnelle

L'étude montre que la moitié des institutions ont autorisé des visites dans les cas particuliers. Elles ont lancé des programmes d'animation internes supplémentaires et ont aussi proposé la vidéotéléphonie. De plus, l'étude relève que dans 80% des institutions, le personnel a fait preuve d'une plus grande affection envers les résident-e-s durant cette période particulière.

Quelque 70% des personnes vivant en institution ont été très éprouvées de ne pas voir leurs proches. Pour la majorité d'entre elles, il a été particulièrement éprouvant de ne pas pouvoir les toucher.

Détérioration de l'ambiance de travail

Constat attendu, la crise a mis à mal l'ambiance de travail. Au moins deux tiers des collaborateur-trice-s indiquent avoir travaillé davantage. Tant durant la première vague que durant la deuxième, les facteurs de stress ont été l'accroissement des tâches de coordination, de prestations de soins et d'accompagnement.

Cette charge de travail élevée n'est pas sans conséquence : 58% des collaborateur-trice-s du domaine des soins et 36% dans le social souhaitent une augmentation du personnel qualifié en prévision de nouvelles vagues ou pandémies.

L'enquête fait émerger une demande venant plus particulièrement des institutions d'encadrement. Il s'agirait de disposer d'un-e interlocuteur-trice en cas de surmenage, psychique ou physique. 35% du personnel requiert également des règles plus claires concernant les relations avec les résident-e-s et les collègues de travail.

Des institutions en dérive

La moitié des directions des institutions d'encadrement constate une détérioration de leur situation financière. Dans les EMS, ce chiffre grimpe à 80%.

De nombreuses institutions qui ont répondu à l'enquête témoignent du fait que les deux vagues ont influencé tant la qualité des soins que la prise en charge. 60% des EMS s'inquiètent de voir une diminution effective du nombre de nouveaux et nouvelles arrivantes. Les lits restent vides.

Stratégie nationale souhaitée

Plus de 70% des directions d'institutions souhaitent une meilleure coordination dans le cadre de la collaboration avec les autorités. Elles adressent leur appel aux cantons, premiers interlocuteurs en situation de crise.

Enfin, 60% des directions appellent de leurs vœux la création d'une stratégie nationale et de mesures uniformes. Il s'agit d'avoir des règles de visite et de sortie aussi claires et uniformes que possible. En parallèle, les institutions apprécient d'avoir une marge d'autonomie en fonction de la situation épidémiologique.

(LC)

[Lien](#) vers les résultats de l'enquête.